

Cote du document: EB 2018/LOT/G.13  
Date: 22 novembre 2018  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

**Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur de l'Association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural, pour l'initiative intitulée: Des services de vulgarisation jusqu'au dernier kilomètre – aider les petits producteurs à accéder à des services de vulgarisation innovants, pluralistes et impulsés par la demande**

**Note pour les représentants au Conseil d'administration**

Responsables:

Questions techniques:

**Tom Anyonge**

Spécialiste technique principal, Jeunesse rurale  
Division environnement, climat, égalité femmes-  
hommes et inclusion sociale  
téléphone: +39 06 5459 2519  
courriel: t.anyonge@ifad.org

Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**

Chef de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don, telle qu'elle figure au paragraphe 14.

# **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur de l'Association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural, pour l'initiative intitulée: Des services de vulgarisation jusqu'au dernier kilomètre – aider les petits producteurs à accéder à des services de vulgarisation innovants, pluralistes et impulsés par la demande**

## **I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons**

1. Recherche agricole et vulgarisation, gestion des terres, création d'emplois en milieu rural, gestion durable des ressources naturelles, sécurité alimentaire au niveau des foyers: le FIDA a recensé plusieurs types d'interventions permettant de stimuler la croissance agricole. L'amélioration et la modernisation de la prestation de services de conseil agricole dans les zones reculées permettront aux petits producteurs organisés d'accéder à des services pluralistes et impulsés par la demande. C'est l'objet du présent don. En renforçant les capacités techniques, d'encadrement et de communication des prestataires de services de conseil agricole et les organisant en plateformes public-privé (PPP) dans une optique commerciale, le don aidera les partenaires de développement et les pouvoirs publics à généraliser la transformation du monde rural portée par l'agriculture. Les investissements publics et privés dans les systèmes de prestation de services de conseil agricole ne permettent pas de répondre à une demande croissante de tels services. En outre, la demande en services de vulgarisation agricole ne cesse de croître. À titre d'exemple, ces huit dernières années, le FIDA a investi environ 800 millions d'USD (FIDA, 2018) dans la mobilisation et le renforcement des organisations de petits producteurs afin de les aider à réaliser des économies d'échelle et assurer une demande collective en biens et services ruraux. Au total, plus de 300 000 organisations de petits producteurs ont été créées et renforcées, toutes ayant besoin d'un accès durable aux biens et services. De même, la Commission européenne (CE) a consacré environ 0,5 million d'USD aux programmes de développement rural en Afrique orientale et australe ces six dernières années. De leur côté, les pouvoirs publics rechignent à investir les fonds provenant des prêts dans des mécanismes innovants de prestation de conseil agricole portés par le secteur privé.
2. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons adoptée en 2015<sup>1</sup>. La proposition repose, en substance, sur la mobilisation des prestataires publics et privés de services de conseil agricole, leur regroupement en PPP et le renforcement de leurs capacités individuelles (techniques et d'encadrement), sociales et d'organisation afin qu'ils puissent répondre à une demande organisée de la part des petits exploitants. Dans certains pays, des prestataires de services tentent actuellement de s'organiser autour de plateformes nationales pour réaliser des économies d'échelle et engranger les compétences entrepreneuriales, techniques et d'encadrement nécessaires pour devenir des PPP. Le programme proposé soutiendra le

<sup>1</sup> EB 2015/114/R.2/Rev.1.

renforcement des capacités des prestataires de services publics, privés et semi-privés dotés d'approches et de technologies innovantes et utiles aux pauvres par des dons subsidiaires leur permettant de proposer leurs services jusqu'au dernier kilomètre. Les projets soutenus par le FIDA et les cofinanceurs pourront puiser dans les savoirs et les services des prestataires réunis en PPP pour assurer aux petits producteurs un accès durable à des services efficaces de conseil agricole.

3. L'approche adoptée par le don répond à l'objectif de la Politique du FIDA en matière de dons visant un renforcement des capacités institutionnelles et politiques des partenaires. Parmi ces partenaires figurent également des spécialistes de la vulgarisation qui proposent des services de conseil et des services relatifs aux savoirs contribuant à une réduction durable de la pauvreté rurale et ciblant plus particulièrement les femmes et les jeunes. Le renforcement des prestataires de services de conseil agricole se traduira par une amélioration de la prestation de services des projets financés par le FIDA, rendant ce don tout à fait complémentaire des opérations du Fonds dans les pays ciblés. Aux niveaux régional et continental, les prestataires de services nationaux sont regroupés en réseaux enregistrés qui se concentrent sur le plaidoyer politique auprès des institutions régionales et internationales (l'Union africaine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est par exemple) afin de favoriser un contexte propice à la mise en place d'ambitions communes en matière de services de conseil agricole pour faciliter la prestation de ces services dans les zones les plus reculées. Dans le cadre du programme, des systèmes de gestion des savoirs seront mis en place pour faciliter la création de produits innovants de services de conseil agricole susceptibles de faciliter la reproduction des succès à plus grande échelle par la coopération Sud-Sud et Nord-Sud. Cette démarche est conforme à l'objectif de la Politique du FIDA visant à générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement.

## II. Le programme proposé

4. Le don du FIDA contribue à une intervention à long terme plus large, cofinancée par la CE, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ)<sup>2</sup>, la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) et Heifer International. Par ce don, le FIDA apporte sa contribution à un effort conjoint mondial, qui regroupe plusieurs partenaires désireux d'améliorer le conseil agricole pour fournir des services aux petits exploitants jusqu'au dernier kilomètre. Au-delà des aspects financiers, le FIDA a été choisi à l'unanimité par les partenaires de développement participants comme chef de file pour la conception de cette proposition destinée à dynamiser et favoriser l'innovation en matière de prestation de services de conseil agricole dans les pays en développement. Le but général du programme est de contribuer à l'augmentation des revenus, la pérennisation des liens commerciaux et la réduction de la vulnérabilité climatique des petits producteurs (en mettant tout particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes) des pays en développement d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Son ambition est de renforcer la capacité des prestataires publics et privés de services de vulgarisation agricole et de conseil agricole à atteindre les zones les plus reculées. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) mobiliser, organiser et renforcer la capacité des prestataires publics et privés de conseil agricole à proposer des services efficaces et innovants, en lien avec la recherche en faveur des petits exploitants et ii) produire et favoriser les savoirs nécessaires pour promouvoir une reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques de résilience aux aléas climatiques pour les petits exploitants, et améliorer la prestation des services de conseil agricole jusqu'au dernier kilomètre.
5. Le groupe cible sera composé de prestataires publics de services de vulgarisation (ministères de l'agriculture et de la recherche, organismes stratégiques et réglementaires), de prestataires privés (agents de vulgarisation, sociétés spécialisées dans le savoir, fournisseurs d'intrants, producteurs, acheteurs,

---

<sup>2</sup> À confirmer.

organisations faîtières d'agriculteurs, négociants, courtiers, transporteurs, etc.) et de prestataires semi-privés (entrepreneurs sociaux, ONG, etc.) proposant des services liés à l'agriculture. Les agents d'exécution des services de conseil agricole (agents de la fonction publique et prestataires privés ou semi-privés) des projets soutenus par le FIDA et de ceux qui sont appuyés par la CE, la DDC, la GIZ et Heifer International seront les principaux bénéficiaires. Ils seront également incités à devenir des acteurs clés des PPP afin d'améliorer leurs compétences et de renforcer les liens avec la demande des régions reculées en biens et services. À l'apogée de l'exécution du programme, le nombre total de bénéficiaires directs devrait se situer autour de 14 000 prestataires de service. Le groupe cible indirect sera composé de petits exploitants ruraux, répartis en fonction de leur âge, leur sexe et leur handicap. Les bénéficiaires indirects seront suivis pendant l'exécution en fonction des services fournis.

6. Les fonds du FIDA seront utilisés sur une période de cinq ans pour financer des activités dans environ sept pays dans lesquels la demande et la préparation sont avérées: trois en Afrique, trois en Amérique latine et un en Asie-Pacifique. Le programme comprendra les composantes suivantes: i) renforcement des capacités des prestataires de services de conseil agricole publics et privés organisés en PPP, priorité étant donnée aux pays dans lesquels le FIDA, la CE, la DDC, la GIZ et Heifer International soutiennent des programmes de développement rural et agricole et ii) production, gestion et communication des savoirs afin de mettre au point des produits du savoir reposant sur les enseignements tirés, les bonnes pratiques et la promotion de la coopération Sud-Sud pour la reproduction à plus grande échelle.

### **III. Effets/produits escomptés**

7. Les produits et effets escomptés du programme sont les suivants:
  - i) produit 1: amélioration de la performance des services de conseil agricole, avec les effets suivants: 1.a) plus grande réactivité des prestataires (publics et privés) de services de conseil agricole des pays ciblés à la demande en services de conseil de catégories d'agriculteurs différentes (sur le plan social ou économique) et 1.b) plus grande maturité et meilleure durabilité des PPP à vocation commerciale au niveau national permettant aux acteurs du conseil agricole de constituer des réseaux, de partager des informations et d'échanger des expériences;
  - ii) produit 2: mise en place de plateformes et de réseaux renforcés et durables de prestataires de services de conseil agricole, avec l'effet suivant: 2.a) plus grande maturité et meilleure durabilité des plateformes de PPP à vocation commerciale au niveau national permettant aux acteurs du conseil agricole de constituer des réseaux, de partager des informations, d'échanger des expériences et d'influencer les politiques et les investissements; et iii) produit 3: amélioration de l'apprentissage grâce à une production de savoir, avec l'effet suivant: 3.a) génération et mise à disposition d'innovations et de produits du savoir pour les petits exploitants et les autres acteurs des systèmes d'innovation agricole, responsables politiques inclus.

### **IV. Modalités d'exécution**

8. Le bénéficiaire du don a été sélectionné à l'issue d'un appel à propositions compétitif remporté par l'Association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural (AGRIDEA). AGRIDEA accueille et fournit une identité juridique au Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS), une organisation faîtière qui regroupe les composantes continentales des services de conseil agricole issues d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Amérique et d'Europe, dont le Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS), le Réseau du conseil rural d'Asie et des Îles du Pacifique (APIRAS) et le Réseau d'Amérique latine de services de vulgarisation rurale (RELASER).

9. AGRIDEA sera la bénéficiaire du don et assumera, seule, les obligations juridiques, financières et fiduciaires vis-à-vis du FIDA, mais la gestion du programme relèvera du GFRAS, hébergé par AGRIDEA. Les trois partenaires continentaux (AFAAS, APIRAS et RELASER) seront les organismes d'exécution dans leurs régions respectives. Par conséquent, AGRIDEA conclura des accords subsidiaires avec ces trois entités pour l'exécution du programme au niveau national. Les organismes d'exécution du don bénéficieront d'un soutien limité pour le renforcement de leurs systèmes de gestion et de gouvernance, capacités de gestion financière y compris. Leurs capacités techniques seront renforcées grâce à une assistance technique fournie à leurs secrétariats.
10. Le Secrétariat du GFRAS supervisera, dirigera et gèrera l'exécution du don, tandis qu'AGRIDEA sera chargée des fonctions administratives liées au programme. Le personnel du secrétariat du GFRAS sera employé par AGRIDEA, mais les directives et la supervision des contenus relèveront du comité de pilotage du GFRAS. Cependant, compte tenu de l'accroissement attendu de la charge de travail en conséquence de ce programme, la capacité du Secrétariat existant du GFRAS sera renforcée afin qu'il garantisse un niveau adéquat de qualité et d'appui à la coordination, l'exécution et la supervision du programme, au suivi et à l'évaluation, à la communication, à la gestion des savoirs et à l'apprentissage.
11. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

## V. Coût et financement indicatifs du programme

12. Le don du FIDA s'élève à 3 millions d'USD. La contribution du Fonds s'inscrit dans le cadre d'un programme plus large, financé par plusieurs partenaires de développement, pour un montant total de 26,31 millions d'USD. La contribution d'AGRIDEA s'établit à 0,64 million d'USD, en nature. Le reste du cofinancement sera fourni par la CE (12 millions d'USD), la GIZ (2,29 millions d'USD), Heifer International (4,99 millions d'USD) et la DDC (3,38 millions d'USD).
13. Le soutien financier du FIDA concernera principalement les activités nécessaires à la transformation des plateformes existantes et quasiment prêtes en PPP opérationnelles et autonomes, ainsi que le renforcement des compétences des prestataires de services de conseil agricole afin qu'ils puissent aider les agriculteurs des zones les plus éloignées (il s'agira donc de produire et favoriser les savoirs nécessaires à la promotion d'une reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques de résilience aux aléas climatiques).

Tableau 1  
**Coût par composante et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

| <i>Composantes</i>   | <i>FIDA</i>  | <i>GFRAS/<br/>AGRIDEA*</i> | <i>Autres<br/>cofinanciers<br/>(CE, DDC, GIZ<br/>et Heifer)</i> | <i>Total</i>  |
|--|--------------|----------------------------|---|---------------|
| 1. Renforcement des capacités des prestataires de services de conseil agricole par un renforcement des PPP | 1 283        | 0                          | 19 842  | 21 125        |
| 2. Production, gestion et communication des savoirs  | 1 717        | 637                        | 2828  | 5 182         |
| <b>Total</b>   | <b>3 000</b> | <b>637</b>                 | <b>22 670</b>   | <b>26 307</b> |

\* Le calcul des contributions en nature repose sur le pourcentage de temps de travail du personnel, d'équipements et de services alloué au programme financé par le don.

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

| <i>Catégorie de dépenses</i>     | <i>FIDA</i>  | <i>GFRAS/<br/>AGRIDEA</i> | <i>Autres<br/>cofinanceurs<br/>(CE, DDC, GIZ<br/>et Heifer)</i> | <i>Total</i>  |
|----------------------------------|--------------|---------------------------|---|---------------|
| 1. Consultants                   | 230          | 0                         |   | 230           |
| 2. Équipement et matériel        | 0            | 195                       |   | 195           |
| 3. Biens, services et intrants   | 0            | 96                        |   | 96            |
| 4. Coûts de fonctionnement       | 43           | 0                         |   | 43            |
| 5. Salaires et indemnités        | 953          | 346                       |   | 1 299         |
| 6. Ateliers                      | 110          | 0                         |   | 110           |
| 7. Formation                     | 51           | 0                         |   | 51            |
| 8. Frais de voyage et indemnités | 269          | 0                         |   | 269           |
| 9. Dons subsidiaires             | 1 344        | 0                         |   | 1 344         |
| Autres cofinanceurs              |              |                           | 22 670  | 22 670        |
| <b>Total</b>                     | <b>3 000</b> | <b>637</b>                | <b>22 670</b>   | <b>26 307</b> |

Si le montant total du cofinancement apporté par les autres partenaires de développement est mentionné, il est actuellement impossible de ventiler leur contribution selon les catégories de dépenses du FIDA.

## VI. Recommandation

14. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'initiative intitulée Assurer des services de vulgarisation jusqu'au dernier kilomètre pour aider les petits producteurs à accéder à des services de vulgarisation innovants, pluralistes et impulsés par la demande, accordera un don de trois millions de dollars des États-Unis (3 000 000 d'USD) à AGRIDEA pour une période de cinq ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo  
Le Président

## Results-based logical framework

| Objectives-hierarchy  | Objectively verifiable indicators  | Means of verification   | Assumptions  |
|---|--|---|--|
| <p><b>GOAL:</b><br/>Improved incomes, sustained market linkages and reduction of climate vulnerability for smallholder farmers (women, men and youth), who are targeted by IFAD, EC, GIZ and SDC funded investments in developing countries in Africa, Asia and Pacific, and Latin America and the Caribbean"</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Smallholder farmers (- women, men, youth) and other actors in agricultural innovation systems (AIS) benefiting from increased use of appropriate knowledge and technology for sustainable, profitable and climate smart agriculture;</li> <li>ii. Favourable policy environments for and increased investments in AIS</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Data from RAS observatories</li> <li>• Surveys</li> </ul>  |  |
| <p><b>OBJECTIVE:</b><br/>To enhance the capacity of public and private service providers of agricultural extension and rural advisory services deliver services to the last mile</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Progressive increase in numbers of RASPs belonging to and benefiting from public-private partnership (PPP) platforms and contributing to their sustenance;</li> <li>ii. Increased recognition of RAS, development (and AIS) in policies and investments</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline survey</li> <li>• National AAS impact assessment surveys</li> <li>• AAS beneficiary assessments</li> <li>• AFAAS impact assessment reports</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favourable general enabling environment</li> <li>• Favourable conditions for agriculture</li> </ul> |
| <p><b>OUTCOME 1:</b> Strengthened performance of RAS<br/><b>OUTPUTS:</b><br/>1.1: Enhanced responsiveness of RASPs (public and private) in targeted countries to the demand for advisory services of socially and economically differentiated categories of farmers<br/>1.2: Increased maturity level and sustainability of business-oriented PPP platforms at national levels for enabling the RAS stakeholders to network, share information and exchange experiences</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>1.1.i. By the end of Phase 2 of the Project, the average number of smallholder farmers (men, women &amp; youth) from project target countries accessing and utilising advise from RASPs increases by at least 25%</li> <li>1.2.i. 80% of all participating CFs reach at least stage 4 on the maturity scale by end of phase 2 and at least 50% of these are capable of sustaining services for RAS networking, collaboration, partnerships and policy engagement with links to national, regional, continental and global knowledge systems;</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project and country progress reports</li> <li>• Project monitoring evaluation &amp; learning reports</li> <li>• Beneficiary surveys</li> </ul>                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stable RAS policy environments</li> <li>• Stable socioeconomic environments</li> </ul>              |
| <p><b>OUTCOME 2:</b> Enhanced learning in RAS<br/><b>OUTPUTS:</b></p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>2.1.i. By the end of Phase 2 of the Project, the quantity of quality-certified content generated</li> </ul>   |   |  |

|   |  |  |  |
|---|--|--|--|
| <p>2.1: Innovations and knowledge products generated and availed to smallholder farmers and other AIS actors including policy makers</p>  | <p>and exchanged within the networks and availed to rural farmers and other AIS actors using validated methods, approaches, ICT tools and platforms for covering the last mile is 50% higher among CF members than non-members;<br/> 2.1.ii. At least 75% of the smallholder farmers and other AIS actors - including policy makers - utilising the knowledge services provided by the PPP platforms and the RASPs associated with them - are satisfied with the services</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Client survey</li> </ul>  |  |
| <p><b>KEY ACTIVITIES</b><br/> <b>Component 1: Establishing &amp; strengthening PPP platforms</b><br/> 1.1. Establishing baselines and RAS Observatory<br/> 1.2. Supporting institutional and organisational establishment and development of PPP platforms;<br/> ~ 1.3. Supporting RAS innovation, advancement, professionalization, policy dialogue, thought leadership and capacity development;<br/> 1.4. Supporting transformation of PPP platforms into sustainable social enterprises.<br/> <b>Component 2: knowledge generation/ management and communication</b><br/> 2.1. Supporting establishment and development of global, continental, regional and national CKM frameworks and RAS observatories;<br/> 2.2. Supporting content generation for the last mile and other AIS actors;<br/> 2.3. Supporting strategic communication and engagement;<br/> 2.4. Supporting CKM innovation for the "last mile".</p> | <ol style="list-style-type: none"> <li><b>Institutional and organisational support for:</b> GFRAS, AFAAS, APIRAS, RELASER and country PPP platforms;</li> <li><b>Consultancies for</b> institutional and organisational development and CKM;</li> <li><b>Capacity development for</b> fiduciary management &amp; CKM focusing on the "last mile";</li> <li><b>Contributions to Partnership projects and events for:</b> scaling out technologies, outreach, advancement of RAS, capacity development; CKM;</li> <li><b>Workshops &amp; meetings for</b> consultations, governance, thematic groups, planning, reviews, networking; RAS innovations; lesson learning; policy dialogue;</li> <li><b>Grants for:</b> RAS innovation, advancement, professionalization, capacity development, business development. CKM</li> <li><b>Challenge funds and competitions for</b> CKM for the "last mile</li> <li><b>Communication:</b> online presence, publicity materials;</li> <li><b>Advocacy:</b> policy briefs &amp; position papers; engagement with the media, influencers, policy makers and potential donors;</li> </ol> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Minutes of management meetings</li> <li>• Consultancy reports</li> <li>• Technical and financial audits</li> <li>• Project monitoring &amp; evaluation reports</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Commitment of RASPs to coming together in PPP platforms</li> <li>• Favourable national policies for RAS</li> <li>• Sources of knowledge &amp; technologies</li> <li>• Timely flow of funds</li> </ul> |